

LUNDI 9 JANVIER 2012

# LE DEVOIR.com

Libre de penser

[Accueil](#) > [Société](#) > [Actualités en société](#) > [Libre opinion - L'illusion tranquille ou la souveraineté perdue de vue](#)

## Libre opinion - L'illusion tranquille ou la souveraineté perdue de vue

Danic Parenteau - Professeur adjoint au Collège militaire royal de Saint-Jean 9 janvier 2012 [Actualités en société](#)

Pour expliquer les difficultés qui affectent le mouvement souverainiste au Québec ces derniers temps, plusieurs ont souligné son incapacité à mettre de l'avant un discours renouvelé en faveur de ce projet.

Son discours serait mal adapté au nouveau contexte politique, qui n'est plus celui de l'époque durant laquelle il est apparu. Si bien que de nombreux souverainistes, plus particulièrement ceux qui appartiennent à la génération de la relève, ne s'y reconnaissent plus. Aussi se sont-ils détournés de cette cause pour en embrasser d'autres, perçues comme plus actuelles ou plus urgentes, telles l'écologie, le développement international ou la démocratie.

Or, s'il est clair que le discours souverainiste gagnerait à être actualisé, il est vain de penser que les raisons des insuccès de ce mouvement ne tiennent qu'à cela. En fait, un phénomène plus subtil, mais combien plus pernicieux, est à l'oeuvre au Québec pour expliquer cet insuccès. C'est que de nombreux Québécois aujourd'hui pensent et agissent politiquement comme si le Québec était déjà un État indépendant. Ils sont victimes de cette illusion qui les amène à ne plus voir les limites du cadre étatique dans lequel s'inscrivent leurs actions militantes. Ils sont incapables de voir comment ce cadre constitue un obstacle de taille sur le chemin des nombreuses causes qu'ils défendent. Car, pendant qu'on se mobilise pour ces causes, il y a un gouvernement, au service des intérêts nationaux légitimes d'un peuple qui n'est pas le nôtre, qui continue d'exercer son plein pouvoir souverain sur plusieurs des domaines qui sont au coeur des enjeux soulevés.

### Ottawa qui décide

Jugeant la question nationale moins urgente ou dépassée, ils sont nombreux au Québec à se mobiliser pour une société plus verte, plus écologique, en conformité avec les principes du développement durable. Très bien, j'en suis.

Mais, pendant qu'on se mobilise pour empêcher l'exploitation des gaz de schiste, pour préserver l'île René-Levasseur ou pour sauver la Romaine de l'exploitation hydroélectrique, le gouvernement canadien, qui parle en notre nom sur la scène internationale, se retire du Protocole de Kyoto et défend l'exploitation des sables bitumineux en mettant de l'avant une forme «éthique» de pétrole. Quiconque est sensible aux questions écologiques ne peut rester indifférent à ces actions. Le Québec doit pouvoir parler en son nom.

Ailleurs, au nom des grands principes de solidarité internationale, de nombreux Québécois s'investissent dans des projets humanitaires en Haïti, en Afrique ou ailleurs dans les pays moins fortunés que le nôtre. Encore là, c'est très bien. La scène internationale est en effet encore marquée par de grandes inégalités et nous avons une responsabilité pour que ça change.

Mais, pendant ce temps, le gouvernement fédéral sabre dans le financement destiné à l'Agence canadienne de développement international, y va d'une tentative de contrôle de l'organisation

Droits et démocratie, afin d'y imposer ses vues, et réduit l'aide publique au développement, ce qui a pour effet d'éloigner le Canada des Objectifs du millénaire, auxquels il avait pourtant adhéré en 2000.

Là encore, quiconque défend les idéaux d'une solidarité internationale ne peut demeurer indifférent à ces actions menées en notre nom par le gouvernement canadien. Les Québécois doivent avoir une vraie voix dans ces forums internationaux.

### **Vivre sa propre démocratie**

Enfin, depuis le début de l'été, plusieurs politiciens ou militants, préoccupés par l'état de notre démocratie représentative, ont mis de l'avant la nécessité d'apporter des changements majeurs dans la façon de faire la politique au Québec. On a parlé, ici, d'instaurer une dose de proportionnelle dans le mode de scrutin actuel, là, de tenir des élections à date fixe, ou ailleurs, d'élire le premier ministre au suffrage universel.

Ces réformes tombent sous le sens tant il est vrai que certaines pratiques apparaissent aujourd'hui contraires aux idéaux du pouvoir par le peuple et pour le peuple. Or, pendant qu'on débat de ces initiatives, le gouvernement canadien décide unilatéralement de réduire le poids politique du Québec à la Chambre des communes, en ajoutant 30 nouvelles circonscriptions à la carte électorale, et d'abolir le financement public des partis politiques.

Qui plus est, il faut savoir que certaines de ces initiatives sont foncièrement incompatibles avec certaines dispositions de la Loi constitutionnelle canadienne. Une Loi constitutionnelle qui nous a d'ailleurs été imposée en 1982, à l'encontre de la volonté unanime de tous les députés de l'Assemblée nationale. Pour le caractère démocratique de cette Constitution, on repassera. Quiconque a à coeur la question de la démocratie au Québec ne peut faire fi de ces simples faits. Le peuple québécois doit pouvoir choisir la manière de vivre sa démocratie.

### **La souveraineté est au centre des véritables solutions**

Il faut sortir de cette illusion qui pousse de nombreux Québécois à penser et à agir politiquement comme si le Québec était déjà un État souverain. Tant et aussi longtemps que le Québec ne sera qu'une province, bon nombre de solutions qui pourront être mises de l'avant par les Québécois, en guise de réponses à tel ou tel enjeu actuel ou urgent, ne pourront être que des solutions «provinciales». Est-ce bien de telles solutions auxquelles nous pouvons aspirer comme peuple? Les Québécois sont capables de plus que cela.

Il y a une inadéquation entre les solutions proposées et le cadre dans lequel ces solutions sont appelées à être mises en oeuvre. Mettre de l'avant des solutions globales exige de pouvoir avoir un droit de parole sur la scène internationale. Ce qui passe par la souveraineté du Québec. D'autres solutions exigent que nous soyons en possession de tous les pouvoirs qui sont ceux d'un État, ce qui passe par la souveraineté du Québec. Tant que le Québec se contentera de demeurer une province au sein d'un ensemble fédéral, il devra se résoudre à accepter qu'une partie de sa destinée réside entre les mains d'une majorité, et ce, pour le meilleur ou pour le pire.

\*\*\*

Danic Parenteau - Professeur adjoint au Collège militaire royal de Saint-Jean

Québec (province), indépendance, souveraineté

Haut de la page

Recommander { 117

Tweeter { 84

2

